



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

Association AFPI ACM Formation

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Association AFPI ACM Formation

ZI de la Pilaterie 4 rue des Châteaux 59705 MARCQ EN BAROEUL

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.

Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration

Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

Association AFPI ACM Formation

ZI de la Pilaterie 4 rue des Châteaux 59705 MARCQ EN BAROEUL

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée Générale de l'association AFPI ACM Formation,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association AFPI ACM Formation relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

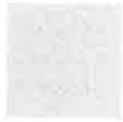
Marcq en Baroeul, le 20 juin 2025

KPMG SA



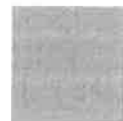
Matthieu PINERO

Associé

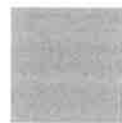


Etats Comptables et Fiscaux

31/12/2024



Bilan et Compte de résultat



BILAN ACTIF

| | Exercice N | | | Exercice N-1 |
|---|-------------------|---|-------------------|-------------------|
| | Brut | Amortissements et dépréciations (à déduire) | Net | Net |
| ACTIF IMMOBILISE | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de recherche et développement | | | | |
| Donations temporaires d'usufruit | | | | |
| Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires | | | | |
| Immobilisations incorporelles en cours | 588 705 | 335 359 | 253 347 | 0 |
| Avances et acomptes | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains | 539 157 | 15 016 | 524 141 | 401 671 |
| Constructions | 10 075 699 | 3 753 721 | 6 321 978 | 6 624 501 |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | 5 695 528 | 4 043 144 | 1 652 383 | 607 994 |
| Immobilisations corporelles en cours | 303 715 | | 303 715 | 106 128 |
| Autres | 2 657 767 | 1 838 924 | 818 843 | 427 938 |
| Avances et acomptes | | | | |
| Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés | | | | |
| Immobilisations financières | | | | |
| Participations et Créances rattachées | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts | | | | |
| Autres | 99 670 | | 99 670 | 57 965 |
| TOTAL I | 19 960 241 | 9 986 164 | 9 974 077 | 8 226 197 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | |
| Stocks et en-cours | 25 332 | | 25 332 | 6 327 |
| Créances | | | | |
| Créances clients, usagers et comptes rattachés | 8 146 232 | 132 045 | 8 014 187 | 6 546 698 |
| Créances reçues par legs ou donations | | | | |
| Autres | 1 773 958 | | 1 773 958 | 1 229 617 |
| Valeurs mobilières de placement | 8 234 084 | | 8 234 084 | 7 901 143 |
| Instruments de trésorerie | | | | |
| Disponibilités | 1 206 543 | | 1 206 543 | 2 037 463 |
| Charges constatées d'avance | 242 294 | | 242 294 | 180 193 |
| TOTAL II | 19 628 442 | 132 045 | 19 496 397 | 17 901 441 |
| Frais d'émission des emprunts (III) | | | | |
| Primes de remboursement des emprunts (IV) | | | | |
| Écarts de conversion Actif (V) | | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V) | 39 588 683 | 10 118 209 | 29 470 474 | 26 127 638 |

BILAN PASSIF

| | Exercice N | Exercice N-1 |
|---|-------------------|-------------------|
| FONDS PROPRES | | |
| Fonds propres sans droit de reprise | | |
| Fonds propres statutaires | | |
| Fonds propres complémentaires | | |
| Fonds propres avec droit de reprise | | |
| Fonds statutaires | | |
| Fonds propres complémentaires | | |
| Ecart de réévaluation | | |
| Réserves | | |
| Réserves statutaires ou contractuelles | 1 936 302 | 1 936 302 |
| Réserves pour projet de l'entité | 1 373 395 | 1 373 395 |
| Autres | | |
| Report à nouveau | 10 801 319 | 9 924 832 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | 942 661 | 876 487 |
| Situation nette (sous total) | 15 053 678 | 14 111 016 |
| Fonds propres consommables | | |
| Subventions d'investissement | 3 374 035 | 3 021 821 |
| Provisions réglementées | 249 130 | 216 628 |
| TOTAL I | 18 676 843 | 17 349 466 |
| AUTRES FONDS PROPRES | | |
| | | |
| | | |
| TOTAL I bis | | |
| FONDS REPORTES ET DEDIES | | |
| Fonds reportés liés aux legs ou donations | | |
| Fonds dédiés | 697 478 | 318 687 |
| TOTAL II | 697 478 | 318 687 |
| PROVISIONS | | |
| Provisions pour risques | 166 380 | 120 573 |
| Provisions pour charges | 566 678 | 466 714 |
| TOTAL III | 733 058 | 587 287 |
| DETTES | | |
| Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs) | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 840 951 | 995 653 |
| Emprunts et dettes financières diverses | 366 | 366 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 3 835 871 | 3 085 529 |
| Dettes des legs ou donations | | |
| Dettes fiscales et sociales | 3 149 411 | 2 994 255 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 678 156 | 83 091 |
| Autres dettes | 493 453 | 405 845 |
| Instruments de trésorerie | | |
| Produits constatés d'avance | 364 888 | 307 459 |
| TOTAL IV | 9 363 096 | 7 872 199 |
| Ecart de conversion Passif (V) | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + I bis + II + III + IV + V) | 29 470 474 | 26 127 638 |

COMPTES DE RESULTAT EN LISTE

| | Exercice N | Exercice N-1 |
|---|-------------------|-------------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | |
| Cotisations | | |
| Ventes de biens et services | | |
| Ventes de biens | | |
| dont ventes de dons en nature | | |
| Ventes de prestations de service | 19 808 774 | 17 515 040 |
| dont parrainages | | |
| Produits de tiers financeurs | | |
| Concours publics et subventions d'exploitation | 61 989 | |
| Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable | | |
| Ressources liées à la générosité du public | | |
| Dons manuels | | |
| Mécénats | | |
| Legs, donations et assurances-vie | | |
| Contributions financières | 456 358 | 336 189 |
| Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges | 120 849 | 367 955 |
| Utilisations des fonds dédiés | 124 983 | 2 813 |
| Autres produits | 2 066 510 | 1 977 045 |
| TOTAL I | 22 639 463 | 20 199 043 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | |
| Achats de marchandises | 598 638 | 508 172 |
| Variation de stock | (19 005) | 14 760 |
| Autres achats et charges externes | 10 969 486 | 9 688 027 |
| Aides financières | | |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 512 236 | 493 741 |
| Salaires et traitements | 5 461 730 | 5 131 133 |
| Charges sociales | 2 594 364 | 2 478 090 |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations | 1 102 314 | 653 843 |
| Dotations aux provisions | 107 919 | 65 292 |
| Reports en fonds dédiés | 315 512 | 236 500 |
| Autres charges | 8 039 | 52 380 |
| TOTAL II | 21 651 232 | 19 321 937 |
| 1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II) | 988 231 | 877 105 |
| PRODUITS FINANCIERS | | |
| De participation | | |
| D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | 371 542 | 264 817 |
| Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge | | |
| Différences positives de change | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| TOTAL III | 371 542 | 264 817 |
| CHARGES FINANCIÈRES | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | |
| Intérêts et charges assimilées | 11 962 | 14 243 |
| Différences négatives de change | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | 5 883 |
| TOTAL IV | 11 962 | 20 126 |
| 2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV) | 359 580 | 244 691 |

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE - SUITE

| | Exercice N | Exercice N-1 |
|---|-------------------|-------------------|
| 3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV) | 1 347 811 | 1 121 796 |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | | |
| Sur opérations de gestion | 4 005 | 152 148 |
| Sur opérations en capital | 274 070 | 155 809 |
| Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges | 69 665 | 98 204 |
| TOTAL V | 347 740 | 406 161 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES : | | |
| Sur opérations de gestion | 43 050 | 94 532 |
| Sur opérations en capital | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | 168 707 | 153 761 |
| TOTAL VI | 211 756 | 248 293 |
| 4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI) | 135 984 | 157 867 |
| Participation des salariés aux résultats (VII) | 146 954 | 84 814 |
| Impôts sur les bénéfices (VIII) | 394 179 | 318 363 |
| TOTAL DES PRODUITS (I + III + V) | 23 358 745 | 20 870 020 |
| TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII) | 22 416 084 | 19 993 533 |
| EXCEDENT OU DEFICIT | 942 661 | 876 487 |
| | | |
| CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | |
| Dons en nature | | |
| Prestations en nature | | |
| Bénévolat | | |
| TOTAL | | |
| CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | |
| Secours en nature | | |
| Mises à disposition gratuite de biens | | |
| Prestations en nature | | |
| Personnel bénévole | | |
| TOTAL | | |

Annexe



**A.F.P.I. ACM FORMATION
ZI DE LA PILATERIE
4 RUE DES CHATEAUX
59703 MARCQ EN BAROEUL**

PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

L'AFPI acm formation est une association loi 1901.

L'objet de l'AFPI acm formation est :

- Dans le domaine de la formation professionnelle continue, d'étudier, d'organiser, de promouvoir et de réaliser des actions d'évaluations, de bilans de compétences, de formation et de certification au profit des salariés et des demandeurs d'emploi et des individus.
- L'exercice, directement ou indirectement, de toutes activités de prestations techniques, de conseil au bénéfice des Entreprises, et ce, dans le but de leur apporter aide et assistance et de contribuer ainsi à améliorer leur gestion, leur efficacité et leur développement.

AFPI acm formation intervient sur l'ensemble des bassins d'emploi de la région Nord Pas-de-Calais (hors Flandre Maritime) et est présent sur quatre centres et six antennes.

ANNEXE

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 Décembre 2024, dont le total est de **€ 29 470 474** et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dont le total produit est de **€ 23 358 745** et dégageant un bénéfice net de **EUROS 942 661.**

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er Janvier au 31 Décembre 2024

REGLES ET METHODES COMPTABLES

(Code de Commerce - articles 9 et 11 - Décret 83-1020 du 29 Novembre 1983
articles 7, 21, 24 début, 24-1°, 24-2° et 24-3°)

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

Les comptes annuels de l'exercice 2016 ont été établis et présentés conformément au règlement 2014-03 de l'ANC homologué par l'arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au plan comptable général et sous réserve des spécificités prévues par le règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif (art. 111-1 et 111-2).

* IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

| | |
|---|-----------|
| - constructions | 15-50 ans |
| - agencements et aménagements des constructions | 10-30 ans |
| - matériel de transport | 5 ans |
| - matériel et outillage industriels | 8 ans |
| - logiciels et matériel informatique | 3-5 ans |
| - Matériel informatique | 3 ans |
| - mobilier et matériel de bureau | 10 ans |

*** SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS**

Les subventions d'investissement reçues par l'entreprise sont comptabilisées conformément aux principes comptables en vigueur.

La subvention est inscrite au passif du bilan (compte 131 – Subventions d'investissement) et reprise progressivement au compte de résultat en fonction de la durée d'amortissement du bien financé. Cette approche permet de répartir l'impact de la subvention sur plusieurs exercices comptables.

Les subventions sont rapportées au compte de produits au fur et à mesure de l'amortissement du matériel correspondant.

*** STOCKS**

Ceux-ci ont été calculés selon un inventaire physique par centre de gestion et évalués suivant la méthode <<Premier entré, Premier sorti>>.

*** VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT**

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

*** CREANCES**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

*** INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES**

Afin que le lecteur des comptes puisse porter un jugement avisé, les informations complémentaires suivantes sont données.

Depuis l'exercice clos le 31 décembre 1992, une provision pour indemnité de départ en retraite est comptabilisée.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024, son montant s'élève à 566 678 EUROS.

Cette provision pour indemnité de départ à la retraite a été réactualisée sur l'année 2020 dans son mode de calcul, par l'ajout des éléments suivants ou modifications de certains critères :

- Taux de turnover :

- 1) La base des salariés retenue ne comprend que les salariés qui disposent d'un CDI.

2) Les motifs de départ tiennent compte des seules prévisions de démission à l'exclusion de toute autre hypothèse de départ avant l'âge de retraite (notamment licenciements, ruptures conventionnelles...etc).

3) Ce taux de turnover est actualisé sur toutes les années restantes pour le salarié jusqu'à son départ à la retraite.

- Les salaires ;

1) Un taux de revalorisation annuelle des salaires est appliqué depuis 31/12/2020, il s'agit d'un taux moyen lissé sur 3 ans. Le taux utilisé à la clôture des comptes 2024 est de : 3.17 %.

2) Ce taux de revalorisation est également actualisé sur toutes les années restantes pour le salarié jusqu'à son départ à la retraite.

- Provision complémentaire ;

Suivant un accord historique, l'entreprise verse un complément de départ en retraite de 706 €. Une provision complémentaire à hauteur de ce montant est ajoutée au calcul de la PIDR, cette provision est également ramenée au prorata du nombre d'années restantes pour l'ensemble des salariés.

Cette provision pour indemnité de départ à la retraite a été calculée individuellement selon la formule suivante :

$$V = S \times N \times Ts \times Tt$$

S : Salaire mensuel de base au 31 décembre 2024 retraités des indemnités de chômages partiels

N : Nombre de mois acquis au 31 décembre 2024 selon convention collective

Ts : Taux de survie déterminé selon l'âge de l'individu à l'aide d'une grille de mortalité

Tt : Probabilité de fin de carrière dans l'entreprise par application du taux de Turn Over sur les trois dernières années

Depuis l'opération séparation juridique des deux activités, les deux associations ont conclu des conventions de mise à dispositions du personnel. Un avenant a été établi pour définir les modalités de prise en charge de la provision et de l'indemnité de départ à la retraite.

Une régularisation pour « répartir la charge » est constatée à la fin de chaque exercice dans la comptabilité de chacune des deux associations. Cette régularisation tient compte de la moyenne sur 5 ans de l'affectation des différentes personnes.

. EVENEMENTS IMPORTANTS de l'exercice 2024

- Un 2ème local est pris en location sur PERENCHIES pour la période du 01 mars 2024 au 30 septembre 2025, soit 19 mois. Local de 252 m² à usage d'entrepôt et de bureaux. Répartition
- Location d'une salle de 40 m² complémentaire sur le Site de Coquelle Eurocap par le centre de Boulogne pour une période du 02/09/2024 au 30/04/2025.
- Location à Billy Berclau, d'un local avec 110 m² de bureau, 320 m² d'atelier et d'une surface extérieure de 280 m², pour le projet des batteries, ce site dépend du centre de Hénin Beaumont.
- Fin de la location du site de Denain au 30/09/2024.
- Mise en place à partir du 01/07/2024 d'une refacturation mensuelle de 400 € par le CFAI à l'AFPI pour le projet de construction sur le site de Feignies.
- Refacturation par le CFAI dans la continuité de ce qui a été fait en 2023 d'un loyer annuel de 35 000 € pour l'atelier logistique de Boulogne.
- Refacturation par le CFAI dans la continuité de ce qui a été fait en 2023 d'un loyer annuel de 35 000 € pour l'atelier logistique de Valenciennes.
- Location ponctuelle à Hazebrouck pour le centre de Lille chez Hédicom Espace 51 pour la période du 18/04/2024 au 12/07/2024.
- Changement de président au 25/06/2024.
- A partir d'août 2024, la Société EUROMECA change de nom et devient SC THOMAS, rien ne change au niveau du prix de la location du bâtiment de Maubeuge. Franck doit revoir avec le propriétaire afin de refaire le contrat au nom de SC Thomas.
- Douai, une promesse de bail est signée avec la société CG2I pour la location d'un bâtiment (864 m²) à Lambres Lez Douai à partir du 01/10/2024 et ce pour le projet Fodubliv.
- Un projet d'implantation d'un nouveau plateau technique à Calais, acte notarié de location comprenant :

Une participation de travaux, avant location théorique du bâtiment en juin 2025 soit un bail pour une durée de 10 ans, avec possibilité de mettre fin au bail à l'expiration de la 6ème année.

Ensemble immobilier situé à Calais, Rue Gustave Courbet (bureau + entrepôts) d'une surface d'environ 1000 m²

Début de bail : 30 Juin 2025

Loyer Annuel : 65 000 € ht.

. EVENEMENTS POST CLOTURE

L'AFPI n'a pas d'exposition directe en Ukraine et en Russie, néanmoins, ces événements pourraient avoir un impact sur la chaîne d'approvisionnement de certains produits nécessaires à son activité et/ou dans l'allongement des délais de réalisation de certains chantiers.

Impacts indirects du changement de politique aux États-Unis

Les politiques économiques de l'administration Trump, telles que les augmentations des droits de douane et les réductions d'impôts, peuvent entraîner des fluctuations économiques globales. Cela pourrait affecter les investissements et les financements disponibles que pourrait prétendre l'association au niveau de l'état.

Ces changements politiques peuvent aussi créer une incertitude économique qui pourrait influencer les décisions des entreprises et des individus concernant la formation.

A la date présente, ces risques sont toutefois difficilement chiffrables et l'association n'est pas en mesure d'évaluer les impacts à moyen et long terme de cet événement sur son patrimoine, sa situation financière et son résultat.

• CONVENTION DE PARTAGE DE MOYENS ET RESSOURCES

1 - Modalités de répartition des charges communes

AFPI ACM Formation et le CFAI Région Nord Pas de Calais utilisent les mêmes locaux.

Les centres ainsi que les services centraux reçoivent les factures des charges communes : loyers, charges locatives, électricité, alarme, téléphone, etc.... au nom de l'AFPI ACM Formation ou du CFAI Région Nord-Pas de Calais. Il est convenu entre les deux entités de procéder à la répartition des dites charges communes en fonction de l'utilisation de chacune des associations.

2 – Convention de partage de moyens et ressources

Fin 2014, une nouvelle convention de partage de moyens et de ressources est signée entre les deux associations.

Avec pour objet d'organiser la mise en commun par les parties, sans but lucratif, de moyens tant humains que matériels et définir les nouvelles clés de répartition, les conditions et modalités de réalisation ainsi que les obligations réciproques des parties.

Cette convention de partage s'applique à partir de l'exercice 2015.

3 – Point particulier : Mise à disposition du personnel

⇒ *Personnel administratif*

AFPI ACM Formation fait appel aux ressources du CFAI Région Nord Pas de Calais et ce de façon permanente pour satisfaire à ses travaux administratifs. Cette mise à disposition est faite en fonction des affectations revues et ajustées par la Direction générale.

⇒ *Personnel enseignant*

AFPI ACM Formation fait également appel au personnel enseignant du CFAI Région Nord Pas de Calais en fonction des besoins exprimés et de la disponibilité du personnel sollicité. La mise à disposition des enseignants est mesurée en heures selon un pointage (feuilles de présence)

La facturation du personnel est établie par le CFAI Région Nord Pas de Calais de façon trimestrielle.

Informations relatives à la rémunération des dirigeants

(Article 20 de la loi n° 2006 – 856 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif).

Pour l'association, cette information n'est pas fournie car elle aboutirait à faire état de rémunération individualisée.

PARTICIPATION DES SALARIES

A la suite de la séparation des deux activités un accord a été signé avec les représentants syndicaux pour la création d'une unité économique et sociale entre le CFAI REGION NORD PAS DE CALAIS et AFPI ACM FORMATION . Par ailleurs, l'accord de participation prévoit de faire bénéficier l'ensemble du personnel des deux entités à la participation dégagée par AFPI ACM FORMATION ; Chaque entité prenant en charge la part versée à ses propres salariés.

Pour l'exercice 2024, le montant de la participation pour l'AFPI ACM FORMATION s'élève à 146 954 euros.

INTERESSEMENT

Le 28 juin 2005 signature d'un accord d'intéressement entre l'UES .AFPI ACM FORMATION/CFAI REGION NPDC et le comité d'entreprise de l'UES. Cet accord est conclu pour une période de trois exercices, le 1^{er} exercice étant celui ouvert le 1^{er} janvier 2005 et clôturé le 31 décembre 2005.

Le 6 juillet 2005 signature d'un plan d'épargne d'entreprise entre la dite UES et le comité d'entreprise.

Pour 2024, un nouvel avenant relatif à l'intéressement a été conclu. Sa mise en place au titre de l'exercice 2024 fait apparaître un résultat de 213 400 €.

LE CREDIT BAIL IMMOBILIER

Le crédit bail immobilier concerne notre bâtiment de Marcq en Baroeul qui regroupe notre centre de formation et le siège social.

- Montant de l'investissement 5 350 000 € HT
- Valeur de rachat en fin de contrat 530 000 € HT. Il est établi pour 18 ans à la date de réception des travaux, soit début 2013.
- Financement par un pool de 3 établissements financiers :
 - . CM CIC Lease : 34.30 %
 - . Natio créditbail : 32.70 %
 - . Bail Immob Nord : 33.00 %

En 2019, avenant au crédit bail immobilier pour l'extension du bâtiment logistique de Lille-Métropole pour un montant de 505 500 € HT. Les conditions de financement ainsi que la date de fin du crédit bail sont identiques au contrat ci-dessus.

HONORAIRES DU COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les honoraires du commissaire aux comptes sont déterminés conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. Ils sont calculés en fonction du volume et de la complexité des travaux réalisés, dans le respect du barème défini par l'article R823-12 du Code de commerce.

Le montant des honoraires prend en compte :

- Le nombre d'heures nécessaires à l'exécution de la mission d'audit légal ;
- Le barème horaire applicable selon la taille et la nature de l'entité contrôlée ;
- Les diligences spécifiques requises pour la certification des comptes.

L'entreprise applique les règles de transparence et d'indépendance dans la fixation des honoraires du commissaire aux comptes, garantissant ainsi la qualité et l'objectivité de la mission d'audit.

Montant honoraires payés au titre de l'exercice 2024 : 29 644.76

| |
|--|
| DETAIL DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES |
|--|

| | |
|--|----------------|
| AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | 733 058 |
|--|----------------|

| | |
|------------------------------------|---------|
| - Indemnités de départ en retraite | 566 678 |
| - Provisions pour litiges | 166 380 |
| - Provision pour risques | 0 |

Le chiffre d'affaires opérationnel s'élève à 19 808 774 € .

Les autres produits hors formation sont essentiellement :

| | |
|--|---------|
| - les mises à dispositions du personnel | 727 809 |
| - les mises à dispositions de locaux aux CFAI | 551 357 |
| - les produits exceptionnels | 278 074 |
| - les reprises provisions et transferts de charges | 69 665 |
| - produits financiers | 371 542 |
| - contribution financière subvention | 456 358 |

ENGAGEMENTS FINANCIERS

Si nécessaire cession des créances du poste clients en garantie de la ligne de découvert sur le compte de la banque CIC.

DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES

EMPRUNTS

Emprunt pour le bâtiment de Boulogne de 880 000 euros auprès du CIC dont 291 893 débloqué en novembre 2007 et le solde en juin 2008.

Pour notre projet du nouveau centre de formation d'Henin Beaumont, un financement par le biais d'un emprunt a été sollicité auprès du CIC pour le montage du dossier. Un accord de financement a été validé pour un montant de 155 848 €, la première échéance a été remboursée le 05/07/2016.

Pour l'acquisition du bâtiment de Feignies, un emprunt de 610 000 € a été sollicité auprès du CIC en mars 2017.

Pour l'acquisition du bâtiment d'Escaudoevres en 2020 un financement par le biais d'un emprunt a été sollicité auprès de la BNP pour le montage du dossier. Un accord de financement a été validé pour un montant de 760 000 €, la première échéance a été remboursée le 24/08/2020.

Emprunt Hénin Beaumont AFPI AD pour la construction d'un atelier logistique à hauteur de 515 000 euros en 2018 par le Crédit du nord.

VARIATION DES FONDS ASSOCIATIFS

| | 31/12/N-1 | Affectation Résultat N | Augmentations | Reprises | 31/12/N |
|---|-------------------|---------------------------|----------------|----------|-------------------|
| Réserves Statutaires et contractuelles AFPI62 | 1 349 773 | | | | 1 349 773 |
| Réserves Statutaires et contractuelles AFPI AD | 1 373 395 | | | | 1 373 395 |
| Réserves Statutaires et contractuelles ASFO | 586 529 | | | | 586 529 |
| Report à nouveau | 9 924 832 | 876 487 | | | 10 801 319 |
| Sous total | 13 234 529 | 876 487 | 0 | 0 | 14 111 016 |
| Résultat de l'exercice | 876 487 | -876 487 | 942 661 | | 942 661 |
| Sous total | 876 487 | -876 487 | 942 661 | 0 | 942 661 |
| Total | 14 111 016 | 0 | 942 661 | 0 | 15 053 677 |

Subventions d'investissement

| | 31/12/2023 | + | - | 31/12/2024 |
|--------------------------------------|------------------|----------------|---|------------------|
| Subv Equipement Henin Beaumont | 3 600 000 | | | 3 600 000 |
| Subv Equipement Boulogne | 394 267 | | | 394 267 |
| Subv Equipement divers matériel | 91 864 | | | 91 864 |
| Subv Equipement MINIMIS Douai | | 150 000 | | 150 000 |
| Subv Equipement Plat Tech Douvrin | | 476 283 | | 476 283 |
| Total général | 4 086 131 | 626 283 | | 4 712 414 |

Amortissement des subventions

| | 31/12/2023 | + | - | 31/12/2024 |
|--------------------------------------|------------------|----------------|---|------------------|
| Subv Equipement Henin Beaumont | 762 848 | 101 713 | | 864 561 |
| Subv Equipement Boulogne | 209 598 | 13 596 | | 223 194 |
| Subv Equipement divers matériel | 91 864 | | | 91 864 |
| Subv Equipement MINIMIS Douai | | | | |
| Subv Equipement Plat Tech Douvrin | | 158 761 | | 158 761 |
| Total général | 1 064 310 | 274 070 | | 1 338 380 |

Tableau des fonds dédiés.

| VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE | A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE | REPORTS | UTILISATIONS | | TRANSFERTS | A LA CLOTURE DE L'EXERCICE | |
|---|-----------------------------------|---------|-------------------|------------------------|------------|-------------------------------|--|
| | | | Montant global | Dont remboursements | | Montant global | Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices |
| Subventions d'exploitation | | | | | | | |
| Contributions financières d'autres organismes | 318 686 | 492 117 | 113 325 | | | 697 478 | |
| Ressources liées à la générosité du public | | | | | | | |

Immobilisations

AFPI ACM FORMATION

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 18/06/25
Devise d'édition €

| RUBRIQUES | Valeur brute début exercice | Augmentations par réévaluation | Acquisitions apports, création virements |
|--|--------------------------------|-----------------------------------|--|
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | |
| Frais d'établissement et de développement | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | 228 489 | | 360 216 |
| TOTAL immobilisations incorporelles : | 228 489 | | 360 216 |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | |
| Terrains | 414 527 | | 124 630 |
| Constructions sur sol propre | 9 504 670 | | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | |
| Constructions installations générales | 506 066 | | 64 963 |
| Installations techniques et outillage industriel | 4 286 496 | | 1 409 031 |
| Installations générales, agencements et divers | 1 173 887 | | 535 395 |
| Matériel de transport | | | |
| Matériel de bureau, informatique et mobilier | 861 993 | | 86 492 |
| Emballages récupérables et divers | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | 106 128 | | 1 390 106 |
| Avances et acomptes | | | |
| TOTAL immobilisations corporelles : | 16 853 769 | | 3 610 617 |
| IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES | | | |
| Participations évaluées par mises en équivalence | | | |
| Autres participations | | | |
| Autres titres immobilisés | | | |
| Prêts et autres immobilisations financières | 57 965 | | 45 773 |
| TOTAL immobilisations financières : | 57 965 | | 45 773 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 17 140 223 | | 4 016 606 |

| RUBRIQUES | Diminutions par virement | Diminutions par cessions mises hors service | Valeur brute fin d'exercice | Réévaluations légalés |
|---|-----------------------------|---|--------------------------------|--------------------------|
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | |
| Frais d'étab. et de développement | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | 588 705 | |
| TOTAL immobilisations incorporelles : | | | 588 705 | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| Terrains | | | 539 157 | |
| Constructions sur sol propre | | | 9 504 670 | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| Constructions installations générales | | | 571 029 | |
| Install. techn., matériel et out. industriels | | | 5 695 528 | |
| Inst. générales, agencements et divers | | | 1 709 282 | |
| Matériel de transport | | | | |
| Mat. de bureau, informatique et mobil. | | | 948 486 | |
| Emballages récupérables et divers | | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | | 1 192 520 | 303 715 | |
| Avances et acomptes | | | | |
| TOTAL immobilisations corporelles : | | 1 192 520 | 19 271 865 | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES | | | | |
| Participations mises en équivalence | | | | |
| Autres participations | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts et autres immo. financières | | 4 068 | 99 670 | |
| TOTAL immobilisations financières : | | 4 068 | 99 670 | |
| TOTAL GÉNÉRAL | | 1 196 588 | 19 960 241 | |

Amortissements

AFPI ACM FORMATION

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 18/06/25
Devise d'édition €

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE

| IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES | Montant début exercice | Augmentations dotations | Diminutions reprises | Montant fin exercice |
|--|---------------------------|----------------------------|-------------------------|-------------------------|
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | |
| Frais d'étab. et de développement. | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | 228 489 | 106 869 | | 335 359 |
| TOTAL immobilisations incorporelles : | 228 489 | 106 869 | | 335 359 |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| Terrains | 12 856 | 2 160 | | 15 016 |
| Constructions sur sol propre | 3 084 174 | 331 248 | | 3 415 422 |
| Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| Constructions installations générales | 302 061 | 36 238 | | 338 299 |
| Installations techn. et outillage industriel | 3 678 503 | 364 641 | | 4 043 144 |
| Inst. générales, agencements et divers | 789 760 | 195 842 | | 985 602 |
| Matériel de transport | | | | |
| Mat. de bureau, informatique et mobil. | 818 182 | 35 140 | | 853 322 |
| Emballages récupérables et divers | | | | |
| TOTAL immobilisations corporelles : | 8 685 536 | 965 269 | | 9 650 805 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 8 914 025 | 1 072 139 | | 9 986 164 |

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE

| IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES | Amortissements linéaires | Amortissements dégressifs | Amortissements exceptionnels |
|--|-----------------------------|------------------------------|---------------------------------|
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | |
| Frais d'établissement et de développement | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | |
| TOTAL immobilisations incorporelles : | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | |
| Terrains | | | |
| Constructions sur sol propre | 32 502 | | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | |
| Constructions installations générales | | | |
| Installations techniques et outillage industriel | | | |
| Installations générales, agencements et divers | | | |
| Matériel de transport | | | |
| Matériel de bureau, informatique et mobilier | | | |
| Emballages récupérables et divers | | | |
| TOTAL immobilisations corporelles : | 32 502 | | |
| Frais d'acquisition de titres de participations | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL | 32 502 | | |

Amortissements (suite)

AFPI ACM FORMATION

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 18/06/25
Devise d'édition €

| MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES | | |
|--|-----------|----------|
| IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES | Dotations | Reprises |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | |
| Frais d'établissement et de développement | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | |
| TOTAL immobilisations incorporelles : | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | |
| Terrains | | |
| Constructions sur sol propre | 32 502 | |
| Constructions sur sol d'autrui | | |
| Constructions installations générales | | |
| Installations techniques et outillage industriel | | |
| Installations générales, agencements et divers | | |
| Matériel de transport | | |
| Matériel de bureau, informatique et mobilier | | |
| Emballages récupérables et divers | | |
| TOTAL immobilisations corporelles : | 32 502 | |
| Frais d'acquisition de titres de participations | | |

| | |
|----------------------|---------------|
| TOTAL GÉNÉRAL | 32 502 |
|----------------------|---------------|

| MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES | | | | |
|--|-------------------------------|---------------|--|-----------------------------|
| RUBRIQUES | Montant net début exercice | Augmentations | Dotations de l'exercice aux amortissements | Montant net fin exercice |
| Frais d'émission d'emprunts à étaler | | | | |
| Primes de remboursem. des obligations | | | | |

Amortissements (suite - dérogatoire)

AFPI ACM FORMATION

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 18/06/25
Devise d'édition €

| VENTILATIONS DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES | | | |
|---|---------------------------------------|-----------------------------|--|
| IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES | DOTATIONS | | |
| | Colonne 1 Différentiel de durée | Colonne 2 Mode dégressif | Colonne 3 Amort. fiscal exceptionnel |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | |
| Frais d'établissement et de développement TOTAL I | | | |
| Autres immobilisations incorporelles TOTAL II | | | |
| TOTAL immobilisations incorporelles : | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | |
| Terrains | | | |
| Constructions sur sol propre | 32 502 | | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | |
| Constructions installations générales | | | |
| Installations techniques et outillage industriel | | | |
| Installations générales, agencements et divers | | | |
| Matériel de transport | | | |
| Matériel de bureau, informatique et mobilier | | | |
| Emballages récupérables et divers | | | |
| TOTAL immobilisations corporelles : | 32 502 | | |
| TOTAL III | 32 502 | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III) | 32 502 | | |
| TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ (Col. 1+2+3) | 32 502 | | |

| IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES | REPRISES | | | Mouvements nets des amort. à la fin de l'exercice |
|--|---------------------------------------|-----------------------------|--|--|
| | Colonne 4 Différentiel de durée | Colonne 5 Mode dégressif | Colonne 6 Amort. fiscal exceptionnel | |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | |
| Frais d'étab. et de développement. TOTAL I | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles TOTAL II | | | | |
| TOTAL immobilisations incorporelles : | | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions sur sol propre | | | | 32 502 |
| Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| Constructions installations générales | | | | |
| Installations techn. et outillage industriel | | | | |
| Inst. générales, agencements et divers | | | | |
| Matériel de transport | | | | |
| Mat. de bureau, informatique et mobil. | | | | |
| Emballages récupérables et divers | | | | |
| TOTAL immobilisations corporelles : | | | | 32 502 |
| TOTAL III | | | | 32 502 |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III) | | | | 32 502 |
| TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ (Col. 4+5+6) | | | | |

TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ

32 502

Provisions Inscrites au Bilan

AFPI ACM FORMATION

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 18/06/25
Devise d'édition €

| RUBRIQUES | Montant début exercice | Augmentations dotations | Diminutions reprises | Montant fin exercice |
|--|---------------------------|----------------------------|-------------------------|-------------------------|
| Prov. pour reconstitution des gisements Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées | 216 628 | 32 502 | | 249 130 |
| PROVISIONS RÉGLEMENTÉES | 216 628 | 32 502 | | 249 130 |

| | | | | |
|---|--|---|----------------|--|
| Provisions pour litiges Prov. pour garant. données aux clients Prov. pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Prov. pour pensions et obligat. simil. Provisions pour impôts Prov. pour renouvellement des immo. Provisions pour gros entretien et grandes révisions Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres prov. pour risques et charges | 120 573 466 714 | 166 380 99 964 | 120 573 | 166 380 566 678 |
| PROV. POUR RISQUES ET CHARGES | 587 287 | 266 344 | 120 573 | 733 058 |

| | | | | |
|---|-------------------------------------|-----------------------------------|------------------------------------|-------------------------------------|
| Prov. sur immobilisations incorporelles Prov. sur immobilisations corporelles Prov. sur immo. titres mis en équival. Prov. sur immo. titres de participation Prov. sur autres immo. financières Provisions sur stocks et en cours Provisions sur comptes clients Autres provisions pour dépréciation | 164 790 | 7 955 | 40 701 | 132 045 |
| PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION | 164 790 | 7 955 | 40 701 | 132 045 |

| | | | | |
|----------------------|----------------|----------------|----------------|------------------|
| TOTAL GÉNÉRAL | 968 706 | 306 801 | 161 273 | 1 114 233 |
|----------------------|----------------|----------------|----------------|------------------|

Produits à Recevoir

AFPI ACM FORMATION

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 18/06/25
Devise d'édition €

| MONTANT DES PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN | Montant |
|---|-----------|
| Immobilisations financières | |
| Créances rattachées à des participations | |
| Autres immobilisations financières | |
| Créances | |
| Créances clients et comptes rattachés | 737 826 |
| Personnel | 1 903 |
| Organismes sociaux | |
| État | 1 112 844 |
| Divers, produits à recevoir | 1 726 |
| Autres créances | |
| Valeurs Mobilières de Placement | |
| Disponibilités | |
| TOTAL | 1 854 299 |

Charges à Payer

AFPI ACM FORMATION

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 18/06/25
Devise d'édition €

| MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN | Montant |
|--|-----------|
| Emprunts obligataires convertibles | |
| Autres emprunts obligataires | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 840 951 |
| Emprunts et dettes financières divers | 366 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 436 450 |
| Dettes fiscales et sociales | 1 361 703 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | |
| Disponibilités, charges à payer | |
| Autres dettes | 286 423 |
| TOTAL | 2 925 894 |

Charges et Produits Constatés d'Avance

AFPI ACM FORMATION

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 18/06/25
Devise d'édition €

| RUBRIQUES | Charges | Produits |
|------------------------------------|---------|----------|
| Charges ou produits d'exploitation | 242 294 | 364 888 |
| Charges ou produits financiers | | |
| Charges ou produits exceptionnels | | |
| TOTAL | 242 294 | 364 888 |

État des Échéances des Créances et Dettes

AFPI ACM FORMATION

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 18/06/25
Devise d'édition €

| ÉTAT DES CRÉANCES | Montant brut | A 1 an au plus | A plus d'1 an |
|--|------------------|------------------|---------------|
| DE L'ACTIF IMMOBILISÉ | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | |
| Prêts | | | |
| Autres immobilisations financières | 99 670 | | 99 670 |
| TOTAL de l'actif immobilisé : | 99 670 | | 99 670 |
| DE L'ACTIF CIRCULANT | | | |
| Clients douteux ou litigieux | 47 502 | 1 903 | 45 599 |
| Autres créances clients | 8 098 730 | 8 098 730 | |
| Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie | | | |
| Personnel et comptes rattachés | 34 204 | 34 204 | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | | | |
| État - Impôts sur les bénéfices | | | |
| État - Taxe sur la valeur ajoutée | 571 701 | 571 701 | |
| État - Autres impôts, taxes et versements assimilés | | | |
| État - Divers | 1 112 844 | 1 112 844 | |
| Groupe et associés | | | |
| Débiteurs divers | 55 209 | 55 209 | |
| TOTAL de l'actif circulant : | 9 920 189 | 9 874 590 | 45 599 |
| CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE | 242 294 | 242 294 | |

| | | | |
|----------------------|-------------------|-------------------|----------------|
| TOTAL GÉNÉRAL | 10 262 153 | 10 116 884 | 145 269 |
|----------------------|-------------------|-------------------|----------------|

| ÉTAT DES DETTES | Montant brut | A 1 an au plus | A plus d'1 an et 5 ans au plus | A plus de 5 ans |
|--|--------------|----------------|--------------------------------|-----------------|
| Emprunts obligataires convertibles | | | | |
| Autres emprunts obligataires | | | | |
| Auprès des établissements de crédit : | | | | |
| - à 1 an maximum à l'origine | | | | |
| - à plus d' 1 an à l'origine | 840 951 | 116 741 | 433 797 | 290 412 |
| Emprunts et dettes financières divers | 366 | 366 | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 3 835 871 | 3 835 871 | | |
| Personnel et comptes rattachés | 1 099 806 | 1 099 806 | | |
| Sécurité sociale et autres organismes | 652 795 | 652 795 | | |
| Impôts sur les bénéfices | 75 816 | 75 816 | | |
| Taxe sur la valeur ajoutée | 1 271 087 | 1 271 087 | | |
| Obligations cautionnées | | | | |
| Autres impôts, taxes et assimilés | 49 906 | 49 906 | | |
| Dettes sur immo. et comptes rattachés | 678 156 | 678 156 | | |
| Groupe et associés | | | | |
| Autres dettes | 493 453 | 493 453 | | |
| Dette représentat. de titres empruntés | | | | |
| Produits constatés d'avance | 364 888 | 364 888 | | |

| | | | | |
|----------------------|------------------|------------------|----------------|----------------|
| TOTAL GÉNÉRAL | 9 363 096 | 8 638 887 | 433 797 | 290 412 |
|----------------------|------------------|------------------|----------------|----------------|

| RUBRIQUES | Terrains | Constructions | Installations matériel outillage | Autres | Total |
|--|----------|------------------|----------------------------------|--------|------------------|
| Valeur d'origine | | 5 855 500 | | | 5 855 500 |
| Amortissements : - cumuls exercices antérieurs - dotations de l'exercice | | | | | |
| TOTAL | | 5 855 500 | | | 5 855 500 |

| | | | | | |
|---|--|----------------------|--|--|----------------------|
| REDEVANCES PAYÉES : - cumuls exercices antérieurs - dotations de l'exercice | | 4 183 622 477 079 | | | 4 183 622 477 079 |
| TOTAL | | 4 660 701 | | | 4 660 701 |

| | | | | | |
|---|--|---------------------------------|--|--|---------------------------------|
| REDEV. RESTANT À PAYER : - à un an au plus - à plus d'un an et cinq ans au plus - à plus de cinq ans | | 423 157 1 691 967 986 383 | | | 423 157 1 691 967 986 383 |
| TOTAL | | 3 101 508 | | | 3 101 508 |

| | | | | | |
|--|--|----------------|--|--|----------------|
| VALEUR RÉSIDUELLE - à un an au plus - à plus d'un an et cinq ans au plus - à plus de cinq ans | | 530 000 | | | 530 000 |
| TOTAL | | 530 000 | | | 530 000 |

| | | | | | |
|--------------------------------------|--|--|--|--|--|
| Mont. pris en charge dans l'exercice | | | | | |
|--------------------------------------|--|--|--|--|--|

| | |
|-----------------------------------|--|
| Rappel : Redevance de crédit bail | |
|-----------------------------------|--|

Engagements Financiers

AFPI ACM FORMATION

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 18/06/25
Devise d'édition €

| ENGAGEMENTS DONNÉS | Montant |
|---|---------|
| Effets escomptés non échus | |
| Avals et cautions | |
| Engagements en matière de pensions, retraites et indemnités | |
| Autres engagements donnés : | 565 000 |
| Hypothèque Immeuble de Feignies | 565 000 |

| | |
|-------|---------|
| TOTAL | 565 000 |
|-------|---------|

| ENGAGEMENTS RECUS | Montant |
|--------------------------------|---------|
| Avals et cautions et garanties | |
| Autres engagements reçus : | |

| | |
|-------|--|
| TOTAL | |
|-------|--|

Effectif Moyen

AFPI ACM FORMATION

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 18/06/25
Devise d'édition €

| EFFECTIFS | Personnel salarié | Personnel mis à disposition de l'entreprise |
|-----------------------------------|----------------------|---|
| Cadres | 44 | |
| Agents de maîtrise et techniciens | 79 | |
| Employés | 12 | |
| Ouvriers | | |
| TOTAL | 135 | |

Participations des Salariés

AFPI ACM FORMATION

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 18/06/25
Devise d'édition €

| NATURE | Montant |
|---|---------|
| Actions non négociables de l'entreprise détenues par les salariés dans le cadre de leur participation aux bénéfices | |
| Part de la réserve spéciale de participation utilisée hors de l'entreprise au cours de l'exercice | |